

Questions orales

LES AFFAIRES INDIENNES

LA LUTTE CONTRE L'HYDRARGYRISME CHEZ LES AUTOCHTONES—L'OPPORTUNITÉ DE LA COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Étant donné que, selon la déclaration du ministre des Ressources naturelles de l'Ontario, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial vont travailler de concert, le ministre veut-il nous faire savoir quelles mesures son ministère prend pour assurer la coordination des travaux relatifs à la lutte contre l'hydrargyrisme dans le nord-ouest de l'Ontario, comme d'ailleurs dans le reste du pays?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré les deux chefs de la région. Ces derniers se sont alors plaints que les services provinciaux et fédéraux travaillaient sans coordination, chacun de son côté. Deux de mes collègues ont assisté à une rencontre fédérale-provinciale et nous avons constitué un groupe de travail pour essayer de concerter notre action à cet égard.

* * *

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

L'ATTITUDE DES GROUPEMENTS SYNDICAUX À LA SUITE DES PROPOS DU PRÉSIDENT—LE POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai à poser au ministre des Finances une question faisant suite à des interpellations qui ont déjà été faites aujourd'hui à la Chambre. Le ministre ne comprend-il pas qu'en refusant de répudier la position extraordinaire adoptée par M. Pepin qui veut prendre immédiatement des décisions sévères dans l'application de la loi anti-inflation, quitte à s'assouplir ensuite il favorise l'instauration du chaos dans les négociations collectives? Car tous les groupements savent maintenant qu'ils ont intérêt à ne pas conclure d'ententes trop tôt, mais au contraire à faire traîner les négociations pendant des semaines et des mois?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'admets pas la conclusion du député.

M. Broadbent: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Cela est vraiment regrettable, dans les circonstances actuelles. Puis-je poser au ministre une question supplémentaire? Le gouvernement ne se rend-il pas compte que cela entraînera tous les groupes de négociation, qu'ils représentent des ouvriers ou des employés, à essayer d'obtenir des conventions d'un an au lieu de deux?

M. Macdonald (Rosedale): Bien sûr, monsieur l'Orateur, toutes les parties peuvent réclamer les droits contractuels qu'elles préfèrent. J'aimerais cependant rappeler au député que nous avons institué un régime triennal de réglementation et que les décisions qui seront prises à la suite des négociations devront se conformer à la loi qui a été approuvée par la Chambre.

[M. Hnatyshyn.]

[Français]

LES FINANCES

LA POSSIBILITÉ D'INDEXER LES ALLOCATIONS DU PROGRAMME DE BIEN-ÊTRE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Finances.

Est-ce que le ministre, dans la poursuite du combat à l'inflation, retiendrait pour l'immédiat ou en vue du prochain budget la suggestion suivante, savoir que les programmes sociaux actuels du gouvernement soient indexés à l'indice d'augmentation des coûts des nécessités telles que l'alimentation, le logement, le transport public, qui continuent à augmenter, plutôt qu'à l'indice d'augmentation général du coût de la vie dans lequel entrent des produits aux prix peu variables et qui ne sont en rien des nécessités de la vie?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis prêt à considérer cette suggestion comme d'autres au sujet du combat contre l'inflation.

ON PROPOSE DE CONTINUER À INDEXER L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Vu ses bonnes dispositions, le ministre des Finances serait-il prêt à retenir, en vue de son prochain budget, la suggestion visant à un dégrèvement d'impôt pour les salariés à revenus modestes, dégrèvement qui serait égal à la valeur argent de l'augmentation annuelle du coût des nécessités de la vie?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme l'honorable député le sait, il existe actuellement une forme d'indexation dans la loi de l'impôt sur le revenu. Je verrai la prochaine fois que je préparerai un budget, si on doit changer le système que nous avons établi il y a maintenant deux ans.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ABSENCE DE DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX À L'APPUI DE LA CANDIDATURE DE SKYWEST

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Bien que la province de la Saskatchewan ait menacé de supprimer le service aérien Skywest qui assure la liaison entre le Manitoba et la Saskatchewan, comme le ministre des Transports Gordon MacMurchy l'a indiqué, le ministre n'a fourni aucun document la semaine dernière à la séance de la CCT; quels sont donc les documents clefs que le ministre n'a pas produits, bloquant ainsi les séances de la CCT?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Tout d'abord, monsieur l'Orateur, la résistance de la Saskatchewan à ce programme n'est pas chose nouvelle; c'est donc plutôt un prétexte qu'une explication. Soutenir qu'il manquait des documents est une terrible déformation de ce qu'a déclaré, en fait, le comité de la Commission des transports aériens, qui a expliqué que Skywest avait présenté une documentation tout à fait insuffisante en faisant sa demande. Un des points soulevés faisait allusion à la contribution du gouvernement fédéral à l'achat de deux appareils. On ne nous a pas demandé de préciser que ces